

***DELEGATIONS PERMANENTES DU CONSEIL  
MUNICIPAL A MONSIEUR LE MAIRE***

**D -20090531**

**Direction des Finances. Compte rendu au Conseil Municipal.  
1er semestre 2009.**

Conseil municipal public du 28 septembre 2009  
Délégation permanente du Conseil municipal à M. le Maire – Direction des Finances  
Application des articles L 2122.22 et 23 du Code Général des Collectivités Territoriales  
Délibération du Conseil Municipal n° 20080169 du 21 mars 2008

**COMPTE RENDU DE MONSIEUR LE MAIRE**

**Période considérée : 1er semestre 2009**

<b>N° ORDRE</b>	<b>AFFAIRES TRAITEES</b>	<b>N° ET DATE DE L'ARRETE</b>	<b>OBSERVATIONS</b>
<b>DELEGATION DE M. MARTIN</b>			
1	Renégociation à taux fixe de deux emprunts contractés auprès de DEXIA Crédit Local	200909517 du 12 juin 2009	Visé en Préfecture le 12 juin 2009
2	Programme d'investissement 2009 – mobilisation d'un emprunt de 10 ME auprès de la banque BNP - PARIBAS	200911833 du 21 juillet 2009	Visé en Préfecture le 22 juillet 2009
3	Programme d'investissement 2009 – mobilisation d'un emprunt de 10 ME auprès du Crédit Coopératif	200911834 du 21 juillet 2009	Visé en Préfecture le 22 juillet 2009

**INFORMATION DU CONSEIL MUNICIPAL**

D -20090532

Direction des affaires juridiques et du contentieux. Compte Rendu au conseil municipal arrêté au 30 juin 2009.

Monsieur le Maire présente le rapport suivant :

CONSEIL MUNICIPAL du 28 septembre 2009

DELEGATION PERMANENTE DU CONSEIL MUNICIPAL A M. LE MAIRE

*Application des articles L.2122.22 et 23 du code général des collectivités territoriales  
Délibération du Conseil Municipal n° D20080169 du 21 mars 2008.*

COMPTE RENDU AU CONSEIL MUNICIPAL  
ARRETE AU 30 JUIN 2009

N° D'ORDRE (1)	AFFAIRES TRAITEES	N° ET DATE DE L'ARRETE (s'il y a lieu)	OBSERVATIONS
<b>DELEGATION DE M. MARTIN (Affaires Juridiques)</b>			
1	SCI BORDEAUX LES CHAIS c/ Ville de Bordeaux et autres – Assignation en référé-préventif devant le Tribunal de Grande Instance aux fins de désignation d'un expert avant la réalisation d'une opération de construction d'un ensemble immobilier sur un terrain sis 11, Cité Pourmann et 109, rue Achard.		Instance pendante devant le Tribunal de Grande Instance de Bordeaux.
2	Syndicat des Copropriétaires Résidence LE PASSY c/ Ville de Bordeaux – Recours pour excès de pouvoir tendant à l'annulation de l'arrêté du Maire en date du 24 juillet 2008 délivrant à la Société CLAIRSIENNE un permis de construire n°07Z0738 pour réaliser un ensemble immobilier sur une parcelle sise 32, rue Basque.		Instance pendante devant le Tribunal Administratif de Bordeaux.

*Séance du lundi 28 septembre 2009*

3	M. et Mme LACAZE c/ Ville de Bordeaux – Recours pour excès de pouvoir tendant à l’annulation du permis de construire n°08Z0359 délivré par le Maire le 27 juin 2008 à la SCI Blanchard et Balaÿ pour la réalisation d’un immeuble sis 13, impasse du Couvent.		Instance pendante devant le Tribunal Administratif de Bordeaux.
4	Madame Marie-Claire BELOT c/ Ville de Bordeaux – Recours pour excès de pouvoir tendant à l’annulation de l’arrêté du Maire du 19 novembre 2008 délivrant un permis de construire n°08Z0627 à M. et Mme Jean-Raymond BUNEL en vue de la construction d’une habitation sur un terrain sis 20, rue des Plantes.		Instance pendante devant le Tribunal Administratif de Bordeaux.
5	Syndicat de défense des intérêts des propriétaires de maisons individuelles du lotissement de Bourranville c/ Ville de Bordeaux Référé-suspension tendant à la suspension des arrêtés des 14 avril 2008 et 25 septembre 2008 n°07Z0274 et n°07Z0274A par lesquels le Maire a accordé à la Ville de Bordeaux un permis de construire initial et un permis de construire modificatif pour la construction d’un centre de propreté au 10, impasse Galilée.		Ordonnance du Tribunal Administratif de Bordeaux du 2 mars 2009 constatant le non lieu à statuer sur la requête compte tenu du retrait des arrêtés attaqués.
6	Syndicat de défense des intérêts des propriétaires de maisons individuelles du lotissement de Bourranville c/ Ville de Bordeaux Recours pour excès de pouvoir tendant à l’annulation des arrêtés des 14 avril 2008 et 25 septembre 2008 n°07Z0274 et n°07Z0274A par lesquels le Maire a accordé à la Ville un permis de construire initial et un permis de construire modificatif pour la construction d’un centre de propreté au 10, impasse Galilée.		Instance pendante devant le Tribunal Administratif de Bordeaux.
7	Monsieur Stéphane GAILLOT c/ Ville de Bordeaux – Recours pour excès de pouvoir tendant à l’annulation de l’arrêté du 10 décembre 2008 par lequel le Maire a refusé sa demande de permis de construire modificatif n°07Z0220A, pour la régularisation des cotes du garage et la reconstruction à l’identique de la maison sise 137, rue des Orangers.		Instance pendante devant le Tribunal Administratif de Bordeaux.

*Séance du lundi 28 septembre 2009*

8	<p>Madame Nadia DOGHMI et Monsieur Jean-Luc DUBOIS c/ Ville de Bordeaux –  Appel du jugement du 6 novembre 2008 par lequel le Tribunal Administratif de Bordeaux a rejeté la requête de Mme DOGHMI et M. DUBOIS en annulation de l'arrêté de permis de construire n°05Z1200 délivré aux Epoux DESALBRES le 12 mai 2005 pour des travaux d'aménagement et de changement de destination d'un immeuble sis 128, rue du Docteur Albert Barraud.</p>		<p>Instance pendante devant la Cour Administrative d'Appel de Bordeaux.</p>
9	<p>Epoux DESALBRES (en présence de la Ville de Bordeaux) c/ Madame Nadia DOGHMI et Monsieur Jean-Luc DUBOIS –  Appel du jugement du 6 novembre 2008 par lequel le Tribunal Administratif de Bordeaux annule l'arrêté de permis de construire n°05Z1173 délivré le 1<sup>er</sup> juillet 2005 aux Epoux DESALBRES pour extension et surélévation d'un immeuble sis 98, rue Fondaudège.</p>		<p>Instance pendante devant la Cour Administrative d'Appel de Bordeaux.</p>
10	<p>Mademoiselle Cathy DESMONS et Monsieur Gilles DESCOMBES c/ Ville de Bordeaux –  Appel du jugement rendu le 18 décembre 2008 par le Tribunal Administratif ayant rejeté leur recours pour excès de pouvoir exercé à l'encontre de l'arrêté n°05Z1800 du 1<sup>er</sup> mars 2006 par lequel le Maire a accordé à la SCI BACALOFT un permis de construire un immeuble sis 11, rue des Pelourdes.</p>		<p>Instance pendante devant la Cour Administrative d'Appel de Bordeaux.</p>
11	<p>Madame Nadia DOGHMI et Monsieur Jean-Luc DUBOIS c/ Ville de Bordeaux –  Recours pour excès de pouvoir tendant à l'annulation du permis de construire modificatif n°05Z1173 A délivré le 19 septembre 2007 par le Maire à M. et Mme DESALBRES sur un terrain sis 98, rue Fondaudège.</p>		<p>Instance pendante devant le Tribunal Administratif.</p>
12	<p>M. et Mme Louis VERGEZ c/ Ville de Bordeaux –  Recours pour excès de pouvoir tendant à l'annulation du permis de construire n°07Z0602 accordé par le Maire le 1<sup>er</sup> février 2008 à M. SCHEFTSIK DE SZOLNOCK (SCI CARRERA III) pour des travaux de réhabilitation d'un ensemble immobilier sis 17, rue de Beaubadat.</p>		<p>Instance pendante devant le Tribunal Administratif.</p>

*Séance du lundi 28 septembre 2009*

13	M. et Mme Louis VERGEZ c/ Ville de Bordeaux – Recours pour excès de pouvoir tendant à l’annulation du permis de démolir n°07Z0168 accordé par le Maire par arrêté du 12 octobre 2007 à M. SCHEFTISIK DE SZOLNOK pour une démolition partielle dans la cour de l’immeuble sis 17, rue Beaubadat.		Instance pendante devant le Tribunal Administratif de Bordeaux.
14	Madame Mireille BOULESTEIX c/ Ville de Bordeaux – Recours pour excès de pouvoir tendant à l’annulation du permis de construire n°09Z0032 délivré par le Maire le 6 mars 2009 à M. et Mme CRUSE pour la réalisation d’une annexe au 8, allée de la Chênaie.		Ordonnance du 23 juin 2009 prenant acte du désistement de Mme BOULESTEIX.
15	SCI VAG LOUSTALOT BARBE c/ Ville de Bordeaux – Requête en référé tendant à la suspension de la décision du Maire du 3 décembre 2008 constatant la caducité de son permis de construire n°03Z1279 délivré le 1 <sup>er</sup> décembre 2004 pour l’extension et la surélévation de l’immeuble sis 95, rue Georges MANDEL, et du rejet implicite d’un recours gracieux.		Ordonnance du 9 mars 2009 du Tribunal Administratif de Bordeaux rejetant la requête de la SCI LOUSTALOT BARBE.
16	SCI VAG LOUSTALOT BARBE c/ Ville de Bordeaux – Requête tendant à l’annulation de la décision du Maire du 3 décembre 2008 constatant la caducité de son permis de construire n°03Z1279 délivré le 1 <sup>er</sup> décembre 2004 pour l’extension et la surélévation de l’immeuble sis 95, rue Georges MANDEL.		Instance pendante devant le Tribunal Administratif de Bordeaux.
17	Mme RIVES c/ Ville de Bordeaux – Appel de la Ville de Bordeaux tendant à l’annulation du jugement du 4 mars 2009 par lequel le Tribunal de Grande Instance a déclaré la Ville responsable de la chute de Mme RIVES du fait de la fragilité de la couverture du compteur d’eau situé rue du Cardinal FELTIN desservant les jardins familiaux et condamnant la Ville à payer une provision de 15000 €		Instance pendante devant la Cour d’Appel de Bordeaux.

*Séance du lundi 28 septembre 2009*

18	SCI VAG LOUSTALOT BARBE c/ Ville de Bordeaux - Requête tendant à l'annulation du jugement du 15 janvier 2009 par lequel le Tribunal administratif a rejeté la demande de la SCI LOUSTALOT BARBE d'annulation de la décision du Maire s'opposant à sa déclaration de travaux pour construire une serre semi enterrée sur une propriété située 95 rue Georges Mandel		Instance pendante devant le Conseil d'Etat.
19	URSSAF c/Ville de Bordeaux - Pourvoi en cassation contre l'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 29/01/2009 ayant confirmé pour l'essentiel le jugement du Tribunal administratif de Bordeaux du 24/01/2008 à propos de l'abatement pratiqué par la Ville au titre de l'avantage logement consenti à des employés municipaux.		Instance pendante devant la Cour de Cassation.
20	Mme Béatrice CAILHOL c/ Ville de Bordeaux - Contestation de l'infraction de dépôt d'ordures ménagères sur la voie publique.		Ordonnance du Tribunal Administratif de Bordeaux du 16/06/2009 rejetant la requête.
21	Mme LACLAU-LACROUTS c/ Ville de Bordeaux - Contestation du procès verbal relatif à un dépôt d'ordures ménagères sur la voie publique.		Instance pendante devant le Tribunal Administratif.
22	Mme Virginie VERMEULEN c/ Ville de Bordeaux - Contestation de l'infraction relative à un dépôt d'ordures ménagères sur la voie publique.		Instance pendante devant le Tribunal Administratif.
23	M. Adda BOULOUHA c/ Ville de Bordeaux - Requête en référé expertise tendant à obtenir la désignation d'un médecin-expert aux fins de procéder à l'examen de M. BOULOUHA, décrire ses affections, en déterminer l'origine, en indiquer les conséquences et dire s'il est inapte à occuper certains postes. Demande de condamnation de la Ville à 1100 euros de frais irrépétibles et aux dépens.		Ordonnance du Tribunal Administratif de Bordeaux du 17/06/2009 désignant un médecin expert.

*Séance du lundi 28 septembre 2009*

24	M. Henry ELOPHE c/ Ville de Bordeaux – Contestation de l’infraction relative au dépôt d’ordures ménagères sur la voie publique.		Ordonnance du Tribunal Administratif de Bordeaux du 22/06/2009 donnant acte du désistement de M. ELOPHE.
25	M. André SIOT c/ Ville de Bordeaux – Demande tendant à obtenir l’annulation des décisions de refus de la Ville en date du 24/10/2008 et 19/12/2008 et de lui octroyer une autorisation de cumul d’emplois, condamnation de la Ville à lui payer 10 000 euros en réparation du préjudice moral subi et 3000 euros au titre des frais irrépétibles.		Instance pendante devant le Tribunal Administratif.
26	Mlle Sandrine PICHARD c/ Ville de Bordeaux – Recours tendant à obtenir le paiement de ses congés annuels 2007, de sa prime mensuelle et reconnaissance de son accident en date du 28/08/2005 en accident du travail.		Instance pendante devant le Tribunal Administratif.
27	M. Jean-Michel SOENEN c/ Ville de Bordeaux – Demande tendant à l’annulation de la décision de la Ville de Bordeaux en date du 12/01/2009 refusant de faire droit aux prétentions de M. SOENEN contenues dans son recours préalable et à la condamnation de la Ville à lui verser 98 301.50 euros assortis des intérêts de droit.		Instance pendante devant le Tribunal Administratif.
28	Mlle Laurine GRESY c/ Ville de Bordeaux – Contestation du procès-verbal de notification d’infraction relative à un dépôt d’ordures ménagères sur la voie publique.		Ordonnance du Tribunal Administratif de Bordeaux du 06/05/2009 donnant acte du désistement de Mlle GRESY.
29	M. et Mme Jacques CARTIAUX c/ Ville de Bordeaux – Contestation de l’infraction relative à un dépôt d’ordures ménagères sur la voie publique.		Instance pendante devant le Tribunal Administratif.
30	Mme Brigitte GUILLARD c/ Ville de Bordeaux – Contestation de l’infraction relative au dépôt d’ordures ménagères sur la voie publique.		Instance pendante devant le Tribunal Administratif.

*Séance du lundi 28 septembre 2009*

31	M. Adda BOULOUHA c/ Ville de Bordeaux – Recours tendant à obtenir l’annulation de l’arrêté du Maire en date du 02/10/2008 mettant fin à son stage à compter du 20/09/2008 et à ce qu’il soit enjoint à la Ville de réintégrer cet agent et d’ordonner sa titularisation sous astreinte de 80 euros par jour de retard et condamnation de la Ville à lui verser 2000 euros au titre des frais irrépétibles.		Instance pendante devant le Tribunal Administratif.
32	M. Christophe ROUX c/ Ville de Bordeaux – Contestation de l’infraction relative au dépôt d’ordures ménagères sur la voie publique.		Ordonnance du Tribunal Administratif de Bordeaux du 06/05/2009 donnant acte du désistement de M. ROUX.
33	M. MUNIER c/ Ville de Bordeaux – Contestation par M. MUNIER de la décision qui lui a été notifiée le 23/10/2008 l’informant de la prise en charge par la Ville de 15 séances de kinésithérapie par an en milieu libéral et non en hôpital de jour.		Instance pendante devant le Tribunal Administratif.
34	Ville de Bordeaux et Mme Sabrina DAVID c/ M. Claude PARADE – Outrages et violences physiques sur l’agent municipal, Mme Sabrina DAVID, le 19 décembre 2008, rue Georges Bonnac- Constitution de partie civile – Protection fonctionnelle de l’agent.		Affaire pendante devant la Maison de la Justice et du Droit de Lormont.
35	Ville de Bordeaux c/ M. Saïd MAZOUZ – Dégradations de la vitrine de l’Office de Tourisme 12, cours du 30 juillet – Constitution de partie civile.		Affaire pendante devant le Tribunal pour Enfants de Bordeaux.
36	Ville de Bordeaux c/ M. Yohann YAPO – Vol avec effraction de matériel informatique entre le 01/09/2007 et le 22/02/2008 – Crèche de la Benauge – Constitution de partie civile.		Affaire pendante devant le Tribunal pour Enfants de Bordeaux.
37	Ville de Bordeaux c/ M. William GARNET – Dégradations par tags - 174/177, cours de l’Argonne – Constitution de partie civile.		Affaire pendante devant le TGI de Bordeaux en composition pénale.
38	Ville de Bordeaux c/ M. Arnaud CORNEVIN – Dégradations par tags – rue Huguerie/rue Turenne – Constitution de partie civile.		Affaire pendante devant le Tribunal pour Enfants de Lille.

*Séance du lundi 28 septembre 2009*

39	Ville de Bordeaux c/ M. Ali Abdoukader DJILANI Dégradation de mobilier urbain – 17 rue de Bac Ninh.		Affaire pendante devant le Tribunal Correctionnel de Bordeaux.
40	Le Maire de Bordeaux (agissant au nom de l'Etat) c/ Mme ATTALI – Saisine en référé du Tribunal de Grande Instance aux fins de faire autoriser les Inspecteurs de salubrité de la Ville à visiter le domicile de Mme ATTALI afin de procéder aux travaux de nettoyage.		Ordonnance du 4 mai 2009 autorisant les inspecteurs de salubrité à pénétrer sur place et la Ville à procéder au nettoyage du domicile de Mme ATTALI à ses frais avancés.
41	M. Jean-Pierre CLERC c/ Ville de Bordeaux – Assignation en référé-préventif avant les travaux de démolition de l'immeuble 165, rue Mouneyra à Bordeaux.		Expertise effectuée par M.COLAS, expert nommé par le Tribunal de Grande Instance.
42	Ville de Bordeaux c/ SCI du 8 rue des Fours – Saisine du Président du Tribunal de Grande Instance de Bordeaux en référé afin d'enjoindre à Monsieur Marciano représentant la SCI de procéder à l'expulsion avec astreinte des occupants sans titre mettant en péril la sécurité de son immeuble.		Instance pendante devant le Tribunal de Grande Instance.
43	Monsieur Michel VIDAL c/ Ville de Bordeaux –  Contestation de l'infraction relative à un dépôt d'ordures ménagères sur la voie publique.		Ordonnance du 20 janvier 2009 par laquelle la Tribunal Administratif s'est déclaré incompetent.
44	Ville de Bordeaux – M. SEGUIN et Mme LE GALL C/ M. MOLINA – Agression verbale des agents municipaux SEGUIN et LE GALL le 26 juin 2008 – Constitution de partie civile – Protection fonctionnelle des agents.		Affaire pendante devant le Tribunal Correctionnel de Bordeaux.
45	Ville de Bordeaux – M. GATEAU C/ M. OUHNINI Agression physique de l'agent municipal GATEAU sur le trajet de son domicile le 19 janvier 2008 – Constitution de partie civile – Protection fonctionnelle de l'agent.		Affaire pendante devant le Tribunal de Police de Bordeaux.

*Séance du lundi 28 septembre 2009*

46	<p>Ville de Bordeaux – Mlle QUILLOT C/ M. FOUBERT –  Agression verbale de l’agent municipal QUILLOT le 25 septembre 2008 –  Constitution de partie civile – Protection fonctionnelle de l’agent.</p>		<p>Affaire pendante devant le Tribunal Correctionnel de Bordeaux.</p>
47	<p>Ville de Bordeaux C/ M. BIMBOUANIKISSA –  A la suite d’un accident de la circulation du 28 décembre 2008, un arbre a été endommagé par le véhicule de M. BIMBOUANIKISSA – Constitution de partie civile.</p>		<p>Jugement du 24 mars 2009 condamnant le prévenu à indemniser la Ville de son préjudice.</p>
48	<p>Ville de Bordeaux C/ MM. FIGEAC, GOETSCHMANN et LASTATE –  Dégradations par tags commises en juillet 2007 cours Pasteur à Bordeaux –  Constitution de partie civile.</p>		<p>Ordonnance d’homologation du 25 mai 2009 condamnant les prévenus à indemniser la Ville de son préjudice.</p>
49	<p>Ville de Bordeaux – MM. MARCHANDON et RAMOND C/ M. BENMOUMENE –  Agression verbale et physique des agents municipaux MARCHANDON et RAMOND le 27 mars 2009 – Constitution de partie civile – Protection fonctionnelle des agents.</p>		<p>Affaire pendante devant le Tribunal Correctionnel de Bordeaux.</p>
50	<p>Société LA DETECTION ELECTRONIQUE FRANCAISE c/ Ville de Bordeaux –  Requête en référé pré-contractuel tendant à ce que la signature du lot 14 du marché de travaux de requalification de la Bibliothèque Meriadeck soit différée, que la procédure de passation du marché soit suspendue, que les actes pris pour l’attribution de ce lot soient annulés, qu’il soit enjoint à la Ville de relancer la procédure et que la Ville paye 4000 euros de dommages-intérêts.</p>		<p>Ordonnance du juge des référés rendue le 26 mars 2009 donnant acte du désistement de la requérante.</p>
51	<p>M. Omar DJELLIL c/ Ville de Bordeaux –  Appel par M. DJELLIL du jugement du Tribunal Administratif du 16/10/2008 ayant rejeté sa requête tendant à voir constater la responsabilité de la Ville, qui aurait fait preuve de défaillance dans la protection due à son agent après les faits à caractère racial dont il aurait été victime pendant son travail, et à obtenir 77 500 euros en réparation du préjudice invoqué.</p>		<p>Instance pendante devant la Cour Administrative d’Appel de Bordeaux.</p>

**M. LE MAIRE.** -

Nous avons les comptes rendus de la Direction des Finances et de la Direction des Affaires Juridiques.

Pas de problèmes ?

(Aucun)

**INFORMATION DU CONSEIL MUNICIPAL**